

# Paul Magnette

## «L'Europe est en train de se désintégrer»

INTERVIEW

FRÉDÉRIC ROHART

**A**près avoir consacré l'essentiel de sa carrière à étudier l'Europe, Paul Magnette se demandait en mai dernier s'il n'était pas en train de devenir «le premier des eurosceptiques socialistes». Mais si le ministre-président wallon est en guerre contre l'Europe «libérale-conservatrice», il n'en reste pas moins un Européen convaincu. Un Européen «meurtri» d'assister à la désintégration de l'Europe, mais convaincu qu'elle permettra l'indispensable renouveau.

**L'euro, vous le voyez plutôt comme une réussite ou un échec?**

C'est une monnaie mal pensée. Elle a été conçue selon une logique monétariste: créons une monnaie et l'économie suivra. Cela n'a pas marché. La convergence économique ne s'est pas réellement produite par l'effet de l'euro. Cela n'a pas non plus amené à créer une vraie politique économique européenne: il n'y a pas de vrai budget, pas de vraies ressources propres. Une union monétaire sans union économique a pour seul effet de neutraliser la variable monétaire dans les ajustements entre les Etats membres. Du coup, l'ajustement se fait sur des législations sociales et fiscales qui n'ont pas convergé. Cela a produit ce qu'on pouvait craindre: l'euro a accéléré une dérégulation sociale et fiscale, il a inversé la logique de l'Union européenne.

**C'est-à-dire?**

Toute la logique de l'Union européenne est une logique de convergence et de protection. Aujourd'hui, il y a une asymétrie fondamentale: la monnaie est contraignante; la libéralisation se décide à la majorité absolue des Etats membres; mais l'union sociale et l'union fiscale, c'est l'unanimité. Donc il y a quelque chose de bancal dans le système. Ce sont une vingtaine d'années qui ont complètement retourné le sens de l'Union européenne. Parce que jusqu'alors, la logique des traités fondateurs, l'idée c'était toujours: je dé-régule au niveau national mais je re-régule en même temps au niveau européen.

**Cette période est aussi celle qui mène aux élargissements de l'Union européenne, une erreur?**

D'un point de vue géopolitique, il fallait faire ces élargissements. Le problème, ce sont les conditions qu'on y a mis qui étaient très faibles. Il aurait fallu dire: il faut un jour entrer dans l'euro, on va vous aider — et vous forcer — à atteindre les conditions économiques, à faire de la convergence. Au lieu de ça, on s'est dit: les travailleurs (roumains, bulgares, polonais, hongrois...) vont aller là où on manque de travail, en Europe occidentale. Et le capital (français, allemand...) va aller là où on manque de capital, en Europe centrale.

**C'est précisément ce qui s'est passé.**

Oui, du point de vue de l'économie abstraite, c'est formidable: les facteurs s'allouent naturellement là où ils doivent aller.

C'est la magie de la main invisible. Sauf que pour les gens, c'est brutal. Dans nos pays, ça déstructure complètement les systèmes de sécurité sociale. Et pour les pays d'Europe centrale, c'est une catastrophe: la Roumanie a perdu les 15% les plus jeunes et les plus costauds de sa population! Et les conséquences politiques sont dramatiques. On est dans un moment de désintégration politique complet. Jusqu'ici l'Europe n'avait jamais reculé, là elle recule. Et ce n'est pas fini à mon avis.

**aujourd'hui? Moi qui suis un fédéraliste meurtri et un peu désespéré, quand je parle à des étudiants, l'Europe ne représente plus rien pour eux. Par contre elle représente pour tous les perdants de la mondialisation, la cause de tous les problèmes. Donc elle est en train de se désintégrer. Les gens ne le voient pas encore, mais c'est comme un feu de cheminée: ça a pris, c'est invisible, mais à un moment donné, on le verra. Et le Brexit en est le premier symbole.**

**À qui la faute?**

Je crois qu'il y a une responsabilité énorme dans le tournant libéral-conservateur. Sans faire tout remonter à Maastricht, le Six Pack, c'est la mort de l'Europe.

**Le Six Pack, c'est notamment la menace de sanctions pour les Etats qui ne respectent pas les règles du Pacte de stabilité. Pourquoi était-ce une telle erreur selon vous? Parce qu'il a poignardé la catégorie sociale qui avait soutenu le projet européen: la classe moyenne d'Europe occidentale. Le Six Pack a comprimé leur pouvoir d'achat, a prolongé la récession, a aggravé les inégalités. L'Europe s'est privée elle-même de ce qu'était son soutien historique.**

**Vous visez Angela Merkel, qui l'a porté?**

Merkel a été logique: elle a défendu les intérêts de l'Allemagne. Ce sont ceux qui n'ont pas résisté à Merkel qui sont responsables. José-Manuel Barroso et Herman Van Rompuy d'abord. Et puis François Hollande, qui n'a rien corrigé alors qu'il avait promis qu'il allait renégocier les traités. Plus largement, ces années-là, 2008-2015, sont tragiques: moins parce qu'on a fait que ce qu'on n'a pas fait. Il y a une crise fiscale, il y a des «leaks» partout et on ne fait rien d'ambitieux. On a une récession et on fait un plan Juncker minimaliste. C'est la crise des réfugiés et on confie le problème à Erdogan. On fait démonstration de l'impuissance, de l'inutilité de l'Union européenne telle qu'elle est aujourd'hui. Mais je reste un Européen convaincu.

**À condition que l'Europe soit sociale, donc. La recette porteuse pour la gauche, c'est la confrontation, comme vous l'avez faite avec le Ceta: montrer aux gens le rapport de force?**

Ce n'est pas la confrontation pour le plaisir: il faut renvoyer la balle à l'Europe. C'est quand même dingue: à la Commission, ils font de l'ingérence dans les matières nationales qui sont extrêmement sensibles. Et ils ne sont pas capables de lutter contre la fraude fiscale ou de gérer le problème des réfugiés.

**La Commission s'en prend à Apple, pousse à plus de transparence fiscale, à ce que les profits soient taxés où ils sont produits... Oui mais c'est mou! On doit récupérer 1.000 milliards d'euros par an qui nous sont volés. Pour faire avancer la convergence fiscale, il ne faut pas dire: «Bon, je mets une proposition sur la table, qui est d'accord?» Évidemment qu'il y en aura toujours un qui sera contre, puisque c'est à l'unanimité. La seule manière de faire, c'est de faire de la conditionnalité: «Bon l'Irlande, vous voulez encore des fonds de cohésion? La condition, c'est que vous acceptiez une norme sociale supérieure.» Et il faut faire pareil avec le commerce extérieur. «Bon le Canada, vous voulez faire un accord avec nous? Alors on met un chapitre fiscal dans le traité commercial.» Il faut faire du régime fiscal un objectif absolu. C'est quand même comme ça que Delors arrivait à négocier: il faisait des packages: «Tu veux ça, eh bien tu prends ça.»**

**Depuis votre confrontation sur le Ceta, est-ce que vous avez vu un changement d'attitude de la part de la Commission européenne?**

Elle a mis en place un vrai travail sur les mécanismes d'arbitrage. Mais pour le reste, quand je lis Cécilia Malmström encore

récemment dans un grand quotidien, le journal me tombe des mains. C'est de l'autisme politique. Il n'y a rien qui change dans son discours et son attitude. Et c'est hallucinant parce qu'il n'y a rien qui va changer dans la nôtre non plus. Donc on va vers de nouvelles confrontations, et je pense qu'on sera de moins en moins seuls.

**Trump, Erdogan, Poutine: l'Europe est entourée de leaders qui lui cachent peu leur hostilité. Que peut faire l'Europe à court terme pour reprendre pied?**

À court terme, rien. Que Federica Mogherini ne se fâche avec personne, c'est la moindre des choses qu'on puisse faire pour le moment. Laissons faire le Brexit, après on pourra discuter.

**Quel scénario pour l'Europe après le Brexit, dans un horizon de 25 ans?**

J'imagine bien le Brexit être suivi par un Polxit, un Hongrexit, un Roumaxit, un Bulgxit... Si on arrive à négocier un accord dur mais équilibré entre l'Union européenne et le Royaume-Uni, certains pays se diront qu'un modèle à la britannique est enviable. Donc la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie — et peut-être le Danemark et la Suède — sortent de l'Union et nouent des accords commerciaux ou de partenariat.

**C'est souhaitable, selon vous?**

Oui. Ça permet d'arrêter un peu la concurrence interne: on se retrouve alors avec des pays beaucoup plus proches en termes de niveau de PIB et de modèle socio-économique. L'Union regroupe quand même encore 400 millions d'habitants, on est encore plus nombreux que les États-Unis. On en profite pour signer des accords d'association avec des pays de la Méditerranée. Et avec un peu de chance — c'est horrible ce

que je vais dire – mais les Etats-Unis décident d'une intervention unilatérale au Proche-Orient, et les Européens disent NON. Il y a des manifestations un peu partout en Europe: c'est la naissance d'une conscience civique européenne qui ne naît que dans l'affrontement. Il faut un «nous contre eux». Et il vaut mieux que ce soit nous Européens, multilatéralistes, légalistes, contre les États-Unis isolés et agressifs. Par la même occasion, on arrête toutes les négociations des traités multilatéraux et bilatéraux et on fait des accords commerciaux purs et on en profite pour renforcer le développement endogène de l'Union européenne.

#### Comment?

L'Europe réinvestit massivement, elle mutualise une partie des dettes, et elle finance des grands travaux. Pas des grosses infrastructures type TGV mais des grands chantiers comme la rénovation de l'ensemble du parc énergétique des logements sociaux. On explique aux classes moyennes et populaires que grâce à l'Europe leur facture d'énergie va baisser. On commence doucement à réconcilier les citoyens avec l'Union européenne, on crée de l'emploi, on assure notre indépendance énergétique. Et on redevient les leaders du combat climatique mondial de manière crédible. On doit se donner des objectifs. Mais en mettant de l'argent. Sans quoi ça n'est pas attractif.

**Dans votre scénario, il faut donc revoir à la hausse le budget de l'Union européenne, qui plafonne à 1% du PIB...**

Oui, il faut au minimum le tripler. L'Europe doit rester un cheval léger, garder une administration légère, par contre elle doit avoir un vrai budget d'investissement: un plan Juncker puissance 100. Alors les gens vont commencer à voir des résultats... L'Europe ne fonctionne plus sur la

mémoire de son héroïsme, elle ne fonctionne pas sur un patriotisme européen, elle ne fonctionne qu'en démontrant qu'elle est efficace, or elle ne l'est pas.

**Le rêve que vous exposez, vous y croyez? C'est un euphémisme de dire que ce n'est pas un discours dominant...**

Je pense que ces élites européennes, qui vivent complètement déconnectées du monde, finiront par être obligées de comprendre. On va aux devants d'une désintégration politique, des pays qui vont devenir ingouvernables, gouvernés par des dingues comme les États-Unis aujourd'hui. Et il y aura des mobilisations civiques massives. Je crois que l'Europe n'échappera pas à une forme de grande désintégration politique, un réveil de la société civile, et l'apparition d'une nouvelle génération politique qui sera plus en phase avec la société civile.

**En réponse au Brexit, les États planchent sur une Europe de la défense, ce n'est pas une bonne piste?**

Il faut plus d'Europe sur un pacte énergétique, plus d'Europe des investissements, plus d'Europe des législations sociales, de lutte contre le dumping fiscal, de présence aussi sur la scène étrangère. Mais je crois plus en des accords de partenariat avec les pays du Maghreb, et demain les pays africains qu'en une Europe de la défense. Avec les moyens militaires un peu dérisoires qu'on a sans les Britanniques, l'Europe de la défense, c'est la France...

**Manque-t-il aussi une scène politique eu-**

**ropéenne? Une circonscription fédérale comme la demande Guy Verhofstadt?**

Il met tout à l'envers. C'est typique des gens qui ne comprennent pas la société. Dire qu'on va changer les institutions pour changer le monde, ça ne marche pas; c'est la société qui bouge.

**M**is en circulation le 1er janvier 2002, après dix ans de tractations politiques intenses et six mois de préparatifs sous la présidence belge de l'UE, l'euro est aujourd'hui la deuxième monnaie la plus utilisée au monde pour les transactions, juste après le dollar et avant le yuan, et la première en quantité de billets en circulation. Elle est utilisée par les 19 pays membres de la zone euro, quatre micro-Etats et deux pays non-membre de l'UE, le Monténégro et le Kosovo. Ses avantages, pour le citoyen et les entreprises de l'UE, sont nombreux.

En premier lieu, la monnaie unique est la garantie d'une stabilité monétaire au sein de la zone euro. Les parités entre les monnaies des pays de la zone euro sont fixes. Fini les dévaluations surprises des monnaies nationales pour rendre ses produits nationaux plus compétitifs par rapport aux pays voisins, fini les comportements prédateurs qui finissaient par provoquer des effets désastreux et causer des conflits entre les pays européens.

Les économies situées dans ce grand espace commun sont moins soumises aux chocs de la spéculation. L'économie des petits pays s'en trouve non seulement renforcée, mais les PME européennes sont mieux protégées face aux géants mondiaux, que la Commission européenne n'hésite pas à rappeler à l'ordre s'il le faut, comme ce fut le cas dans l'affaire Microsoft.

La libre circulation des biens et des personnes est plus grande qu'avant l'euro. Les citoyens européens de la zone euro, plus de trois cents millions de gens, peuvent plus facilement voyager. Ils sont débarrassés de l'obligation fastidieuse de convertir leur argent à chaque franchissement de frontière, avec des frais de changes.

#### L'unité européenne renforcée

L'euro renforce l'unité européenne. Les décisions économiques et monétaires importantes sont prises par les ministres des Finances au sein de l'Eurogroupe. Ce processus nécessite un travail intense de coopération entre les 19 pays, sous la coordination d'un président. L'UE se retrouve plus forte sur la scène politique mondiale.

La monnaie unique facilite les échanges entre les entreprises et les citoyens européens. Les coûts à charge des entreprises sont moindres grâce à la disparition des frais de couverture du risque de change. Elle assure une sécurité de paiement lors des transactions, ce qui permet un développement plus intense du marché intérieur.

Les prix sont devenus plus transparents. Les comparaisons entre les prix pratiqués dans les pays de la zone euro sont plus faciles, ce qui augmente le niveau de concurrence entre les entreprises.

L'euro est de plus en plus utilisé pour le paiement des contrats internationaux, ce qui contribue à réduire l'hégémonie américaine sur l'économie mondiale. La confiance des entreprises européennes sur le marché international s'en trouve renforcée.

L'euro est plus fort que le billet vert depuis le jour de son introduction, permet d'importer moins cher, même si cela comporte un revers à ne pas négliger à l'exportation. Les voyageurs, porteur d'une devise forte, font des achats moins chers à l'étranger.

Grâce à l'accroissement de la sécurité des échanges, la concurrence sur le marché européen est rendue plus effective. Le marché est plus dynamique et plus compétitif.

Confronté à sa «vraie» première crise en 2010, l'euro a démontré sa capacité de résistance, quoi qu'en pensent ses détracteurs. La zone euro a bien résisté à l'effondrement d'une partie du système financier mondial rongé par les produits toxiques. La crise grecque a révélé les fragilités de la zone euro, l'absence d'union bancaire et des capitaux. Mais la réaction des grands argentiers européens a montré la capacité de la monnaie unique de se relever. Elle continue à occuper une place de plus en plus importante dans les transactions internationales.

Sur le plan international, le choix de la monnaie unique par les anciens pays de l'Est leur permet de se rendre plus indépendants à l'égard de la Russie. Un choix géopolitique important pour des petits pays restés longtemps sous la tutelle de Moscou.

**T**out le monde s'entend pour dire que l'édifice de l'euro créé à Maastricht était un minimum incomplet. Le président de la Commission de l'époque, Jacques Delors, le disait lui-même: l'euro est une construction boiteuse, avec une jambe monétaire forte et une jambe économique faible. «Il manquait une union budgétaire, mais aussi une union bancaire, un marché des capitaux unifié, une harmonisation fiscale, et de tout cela, Delors n'a pas parlé», souligne Pierre De-fraigne, directeur du centre de réflexion Madariaga Collège d'Europe. Sans parler du marché intérieur, dont on est encore loin, ajoute de son côté l'économiste Nicolas Véron, cofondateur du think tank Bruegel. Et depuis? «La crise a permis un renforcement de fait de l'union politique, et des progrès majeurs sur l'union bancaire, qui reste incomplète», estime l'économiste français. Pour lui, l'Europe reste comme un DJ face à une table de mixage à cinq cur-

seurs: «Il n'est pas réaliste d'en voir un à fond et les autres au plus bas. L'évolution de chacun dépend de l'évolution des quatre autres. Sachant qu'aucun n'est à zéro.»

#### L'instrument des crises

L'euro s'est construit sur l'idée que la convergence politique et économique nécessaire à une zone monétaire se ferait naturellement. C'était sous-estimer les crises que cette logique devait entraîner. «Faisons l'euro et le reste suivra: c'est ce qui est en train de se passer, mais de manière bien plus douloureuse qu'imaginé. Et il est difficile de prévoir les conséquences ultimes de ce processus: il est trop tôt pour dire si nous sommes sortis de cette crise», estime Nicolas Véron. La crise économique de 2010 née du cercle vicieux entre les dettes souveraines et le système bancaire a été apaisée par un contrôle austère des finances publiques et l'union bancaire. Mais elle n'est pas terminée, souligne Nicolas Véron, qui en prend pour preuve les politiques non conventionnelles toujours menées par la Banque centrale européenne.

«Mon sentiment est que l'union bancaire peut être en tant que telle suffisante pour mettre fin à la crise en cours et nous ramener à

une situation normale.» Ce qui ne dit rien des crises futures: l'un des pères de l'euro, l'ancien ministre belge des Finances Philippe Maystadt, disait récemment dans nos colonnes que la zone euro n'était pas prête pour faire face à la prochaine crise... «L'union monétaire sans union bancaire a duré plus d'une dizaine d'années. Il est possible que l'union monétaire et bancaire sans union budgétaire puisse durer assez longtemps aussi», conclut Nicolas Véron.

#### Une vraie monnaie pour dire «non» à Trump

Pour Pierre De-fraigne, il est pourtant devenu plus urgent que jamais de mettre en place ce volet budgétaire depuis l'arrivée de Donald Trump au pouvoir aux États-Unis. «Il faut financer la défense européenne. Vu l'état des finances publiques nationales, il faut le faire par un impôt sur les multinationales, qui ne coûterait rien à l'Allemagne. Il faut des Européens qui disent non à Trump, qu'ils affirment leur différence, et ça commence avec la monnaie!», plaide-t-il.

«Il manque à cette monnaie une dette publique européenne qui pourrait alimenter un marché obligataire européen qui serait l'un des plus liquides au monde, et donnerait à l'euro un statut comparable au dollar», poursuit l'ancien chef de cabinet de Pascal Lamy et d'Etienne Davignon. Faute d'avoir voulu créer cela, créer «une vraie monnaie», l'euro est «une sorte de monnaie de compte qui facilite les transactions, élimine le risque de change

*intraeuropéen, mais qui n'est pas un outil de politique économique», observe le Belge, par ailleurs directeur général honoraire de la Commission européenne.*

Résultat: les taux d'intérêt bas ont poussé des pays européens à se surendetter. Ces derniers n'ont, en l'absence de levier monétaire, plus d'autre choix que de prendre

la voie de l'austérité, souligne Defraigne. «L'euro est une monnaie qui fonctionne à la moitié de sa capacité. On a commis une faute très grave contre l'Union européenne en voulant reconnaître à l'Allemagne un statut d'exception. L'euro est pris dans le piège allemand», conclut-il. **F.R.**